



**RÉPUBLIQUE
FRANÇAISE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

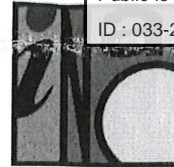
Envoyé en préfecture le 04/07/2025

Reçu en préfecture le 04/07/2025

Publié le

ID : 033-200070092-20250630-2025_06_165-DE

S²LO



**INSTITUT NATIONAL
DE L'ORIGINE ET DE
LA QUALITÉ**

Le Délégué Territorial

La Directrice de l'INAO

à

Dossier suivi par Emilie CHALAUD
Tél : 05.56.01.73.56
Courriel : e.chalaud@inao.gouv.fr

Monsieur le Président
Communauté d'Agglomération du Libournais
Service autorisation du droit des sols et de la
planification urbaine
33 avenue de la Gare

33870 VAYRES

Objet : Projet de modification simplifiée n°3 du PLU
de la commune de Libourne (33)

Bègles, le 26 novembre 2024

Monsieur le Président,

Par mail reçu le 7 novembre 2024, vous avez bien voulu me faire parvenir, pour examen et avis, le projet de modification simplifiée du PLU de la commune de Libourne.

La commune de Libourne se situe pour partie dans les aires de production des Appellations d'Origine Contrôlées (AOC) « Pomerol », « Saint-Emilion » et « Saint-Emilion grand cru » et en totalité dans les aires de production des AOC « Bordeaux », « Bordeaux supérieur » et « Crémant de Bordeaux ». Elle appartient également aux aires de production des Indications Géographiques Protégées (IGP) « Agneau de Pauillac », « Atlantique », « Bœuf de Bazas », « Canard à foie gras du Sud-Ouest », « Jambon de Bayonne » et « Porc du Sud-Ouest ».

Une étude attentive du dossier amène l'INAO à faire les observations qui suivent :

La procédure de modification simplifiée n° 3 du plan local d'urbanisme de la commune de LIBOURNE est engagée en vue d'adapter le règlement écrit et graphique et l'OAP couvrant l'ESOG (Ecole de Sous-Officier de Gendarmerie) afin de permettre l'installation de la 4ème Unité d'Instruction et d'Intervention de la Sécurité Civile à Libourne.

Le PLU approuvé ne permet pas la réalisation de cet équipement majeur et structurant sur le site des Casernes. Le PLU doit donc être adapté pour transformer la zone UAp en une zone spécifique pour la réalisation ces constructions et installations nécessaires à cet équipement public d'intérêt national. Il est proposé de créer une zone urbaine à vocation d'équipement, spécifique à l'implantation de l'unité d'instruction et d'intervention de la sécurité civile.

Après étude du dossier, l'INAO n'a pas de remarque à formuler sur ce projet, dans la mesure où celui-ci n'a pas d'incidence directe sur les AOC et les IGP concernées.

Je vous prie de croire, Monsieur le Président, en l'assurance de mes respectueuses salutations.

Pour la Directrice et par délégation,
Le Délégué Territorial,
Laurent FIDELE

Copie : DDTM 33